



Hippolyte d'Albis,
chercheur associé
à l'École d'économie
de Toulouse

TRAQUER LE CO₂ PAR SATELLITE

Un système de surveillance environnemental à partir de l'espace pourrait créer une politique climatique mondiale ambitieuse.

AL'APPROCHE DE NOËL, il est facile d'imaginer que les services de navigation par GPS occuperont une place importante au pied du sapin. Mais si on s'offrait plutôt collectivement une autre application des technologies spatiales, nouvelle et très utile, à savoir un service international de surveillance des émissions polluantes ?

Sur le plan technique, c'est aujourd'hui envisageable. Un système de surveillance environnemental par satellite, constitué d'un réseau de capteurs terrestres et complété par des satellites d'observation de nouvelle génération, a été proposé dans le cadre du grand emprunt. De quoi créer une « météo » mondiale du carbone qui mesurerait l'évolution des concentrations de CO₂ et des gaz à effet de serre

dans l'atmosphère. Ce projet permettrait aux climatologues de mieux comprendre le cycle complexe du carbone et de mieux évaluer les risques d'un dérèglement climatique majeur.

Cette météo du carbone faciliterait aussi la mise en place d'une politique climatique ambitieuse. Il deviendrait en effet possible de quantifier les efforts de réduction des émissions polluantes de chaque pays. Les gouvernements des différentes nations, mieux informés, se trouveraient ainsi face à leurs responsabilités dans le processus global de réchauffement de la planète. Un tel système permettrait aussi de mettre en place des incitations efficaces pour que tous les pays épousent la cause de la lutte contre le changement climatique, notamment la Chine.

« Cette météo du carbone permettrait de quantifier les efforts de réduction des émissions polluantes de chaque pays. »

En diminuant leurs émissions, les pays émergents pourraient par exemple bénéficier de réductions de leur dette publique, d'investissements dans des projets « verts », voire de quotas d'émission gratuits, si un marché international était mis en place. Dans tous les cas, il serait nécessaire de mesurer les effets du programme considéré, pour s'assurer que le transfert monétaire s'accompagne bien d'un changement de comportement. Et pas question de se contenter d'une comptabilisation des émissions réalisée par chaque Etat.

L'information sur les émissions polluantes doit être fiable, mais aussi publique et disponible. Il serait judicieux qu'elle soit collectée et diffusée par une agence internationale indépendante. Cette organisation mondiale du carbone serait ainsi l'instrument d'une nouvelle gouvernance mondiale de la politique climatique. Espérons qu'une telle agence, dotée des moyens de ses ambitions, verra bientôt le jour ! ●